Alain Morice

GUINEE 1985 : ETAT, CORRUPTION ET TRAFICS

Il arrive que l'Etat et les groupes impliqués dans les activités dites « informelles » ¹ marchent la main dans la main. Il arrive aussi qu'une telle union débouche sur une superposition frictionnelle des logiques de simple survie et des stratégies d'enrichissement dans la cité. Ne pût-on appliquer qu'un dizième des illustrations qui vont suivre à d'autres situations, africaines ou non, j'ai la conviction qu'il s'agit d'un mécanisme universel, même si certaines circonstances historiques le rendent démesuré et, de là, particulièrement visible ².

Cet article se rapporte à une date bien précise : juin 1985. Depuis un peu plus d'un an, la Guinée est engagée dans une libéralisation complète, après vingt-six ans de dictature politi-

que et d'économie étatique, qui ont conduit au désastre un des pays virtuellement les plus riches du continent africain. Sekou Touré est mort le 26 mars 1984. Le 3 avril, la Deuxième République est proclamée par un groupe de militaires, avec pour programme le rétablissement de tous les droits et le redressement de l'économie nationale « dans le cadre de l'encouragement à la libre entreprise » et de « l'intervention rapide, sûre et conséquente, aussi bien des nationaux que des partenaires étrangers » (programme du 4 avril). Objet d'une sollicitude soutenue, et de plus en plus triviale, de la part des intérêts étrangers (surtout français), la nouvelle république tombera ultérieurement (au début de 1986) comme un fruit mûr entre les mains des médecins du FMI (Fonds monétaire international). Je m'en tiendrai, sauf en conclusion, à la période qui a précédé ce triste, mais sans doute inévitable, retour de bâton 3.

La toile de fond : un tissu soumis à rude épreuve.

100

En juin 1985, nous sommes dans une période bâtarde, qui se résume en un greffage subit des lois formelles du marché sur un système politico-économique encore largement marqué du socialisme. C'est une crise très entière que vit le pays, et à cette occasion les pouvoirs, aussi bien que l'accès aux richesses, sont en train de se redéfinir. Tous les trafics dont parlera le présent article prennent effet dans une conjoncture de frénésie spéculative, dont voici les principaux éléments descriptifs.

^{1.} On parle fréquemment aussi d'activités « parallèles » ou « souterraines ». Sans entrer dans les discussions associées à cette terminologie incertaine, je précise qu'il s'agira ici des trafics faiblement (ou nullement) codifiés par la loi, quand ils ne s'opposent pas tout simplement à cette dernière. Pour une réflexion plus complète, se reporter par exemple à l'ouvrage collectif d'E. Archambault et X. Greffe (1984): Les économies non officielles, Paris, La Découverte. Le lecteur y trouvera en outre les principales pistes bibliographiques à propos de discussions déjà anciennes à ce sujet.

^{2.} On lira ou relira avec intérêt Au bon beurre. Scènes de la vie sous l'Occupation, roman de J. Dutourd qui retrace minutieusement la venue au marché noir et la prospérité d'un couple de commerçants parisiens entre 1939 et 1948.

^{3.} Pour une appréciation de la nouvelle situation en 1986, voir la bibliographie proposée à la fin de l'article. Pour évoquer la période précédente, j'ai choisi d'employer le présent de l'indicatif, mais cela ne doit faire illusion dans aucun sens : si beaucoup de changements sont intervenus depuis (remplacement de la monnaie, dénationalisation du secteur public, instauration d'une « vérité des prix », freinage des importations, épuration de la fonction publique), on se tromperait en croyant que certaines pesanteurs ne continueront pas longtemps de se faire sentir. Ce texte, dont les principaux éléments empiriques figuraient dans un rapport aux autorités guinéennes rédigé à l'issue d'un séjour de trois semaines à Conakry en juin 1985, a finalement été refusé par la revue de « coopération » qui me l'avait commandé.

- 1. La production intérieure est en déroute, sauf deux notables exceptions: le secteur de la bauxite-alumine, organisé en enclaves guinéo-étrangères, qui fournit au pays l'essentiel de ses devises contrôlées ⁴, ainsi que des produits détaxés transitant par ses magasins hors douane; la production agro-pastorale, depuis longtemps écoulée de préférence aux frontières en raison de prix intérieurs iniques, elle aussi source de devises et de marchandises troquées ⁵. La production industrielle, quand elle n'est pas arrêtée (notamment faute d'intrants), fait l'objet d'un pillage systématique et multiforme sur place ou dans les lieux publics d'écoulement: l'économie officielle est ainsi livrée à un ensemble de pénuries locales, plus ou moins réelles, qui contrastent avec l'abondance sur les marchés et qui génèrent une tendance inflationniste, soutenue quoiqu'en dents de scie.
- 2. La monnaie a perdu toute valeur réelle, puisque le syli, unité de compte inconvertible, s'échange au marché parallèle des devises pour dix fois moins qu'à sa parité officielle ⁶. Le secteur bancaire, lui aussi national, est totalement désorganisé et accuse une forte confusion entre ses disponibilités et les finances publiques d'une part ⁷, et entre la Banque centrale et les banques supposées spécialisées d'autre part ⁸. Malgré la

démesure de la masse monétaire en circulation, manquent chroniquement (surtout en province) les signes pour payer les agents de l'Etat, ce qui induit (en son sein et parmi les banquiers parallèles) le développement de pratiques usuraires. La Banque centrale contrôle (en théorie) les avoirs en devises du pays, qu'elle revend bien sûr au taux officiel, opérant ainsi une répartition riche en anomalies lucratives. Il lui faut constamment procéder à des arbitrages pour faire face aux achats et dépenses de l'Etat et des sociétés publiques : l'économie nationale est de fait subventionnée, drainant les profits du secteur minier vers le secteur privé, qui peut ainsi jouer sur les différences de prix.

- 3. Le commerce, en effet, est structuré autour d'un double système de prix et de marchés. A un bout, les biens produits ou importés par l'Etat sont bradés par les sociétés nationales (et, à Conakry, pour certains d'entre eux, par le truchement du « ravitaillement »); l'accès à ces produits est soumis à l'obtention de bons d'achat, et implique donc une corruption généralisée. A l'autre bout, dans les commerces privés, sous les effets combinés du pillage, du marché noir et de la contrebande, les mêmes marchandises se vendent à un cours plus en rapport avec les prix internationaux, mais en tout cas sans commune mesure avec l'insignifiant pouvoir d'achat des salaires.
- 4. La dislocation de l'économie et l'impossible confiance dans les débris du secteur financier et sa monnaie entraînent une préférence pour les placements improductifs, la spéculation immobilière et les versements sur des comptes à l'étranger. Cela accélère en retour la course aux devises d'une part, et d'autre part une surconsommation des biens importés, en particulier de luxe : par exemple, le parc automobile a doublé en quelques mois, avec une proportion croissante de véhicules du haut de la gamme. La tendance des échanges extérieurs s'est inversée, si bien que les entrées de marchandises l'emportent sur les flux inverses mais que le marché « Madina » de Conakry est en passe de devenir une des plus grosses places commerciales

^{4. 97 %} des devises du circuit officiel proviennent (en 1983) de ce minerai dont l'exploitation, à l'inverse de celle du diamant (lui aussi source de devises), ne se prête guère aux trasics occultes.

^{5.} La Guinée a six voisins et occupe une position centrale dans les voies du commerce transafricain. L'agriculture des comptes nationaux et certaines cultures d'exportation ont été démantelées par l'encadrement qu'avait imposé Sekou Touré, mais les activités rurales libres ont vite repris, surtout dans les régions frontalières.

^{6.} Ces devises sont surtout le dollar US, le franc français et le franc CFA, très prisé dans les régions frontalières avec les pays de la Zone Franc. Détail piquant : le syli, monnaie de singe en Guinée, est une monnaie forte dans les transactions avec la Sierra-Leone. Au marché parallèle, le dollar vaut, en 1985 (c'est-à-dire avant la réforme monétaire), 310 sylis, pour un cours officiel d'environ 30 sylis.

^{7.} C'est ce qu'on appelle communément la « planche à billets ».

^{8.} Cette confusion reflète la multiplication récente des centres de décision effectivement compétents pour octroyer des lignes de

crédit ou des autorisations d'opérations de change. Devant une telle centrifugation du secteur financier, plusieurs mesures ont été prises en 1985, dont le rattachement direct de la Banque centrale à la présidence de la République.

d'Afrique occidentale en matière de réexportation ⁹. Les mouvements migratoires ont également changé de sens car, dans une conjoncture si attentiste et avec la spirale inflationniste qu'elle alimente, la Guinée apparaît, dans toute la région, comme le pays où un capital commercial donné, fût-il initialement petit, offre le rendement le plus considérable.

5. Enfin, la fonction publique se caractérise par une rare pléthore ¹⁰, des salaires dérisoires, une corruption impressionnante et une productivité très basse, avec un fort degré d'absentéisme (où se renforcent mutuellement le désarroi compréhensible de la population laborieuse et, plus banalement, le temps qu'elle doit consacrer aux affaires parallèles). Bien plus qu'une rémunération directe, les emplois publics assurent aux individus et à leurs dépendants une position dans toutes les filières d'activités fructueuses qui traversent l'économie officielle. L'informel, ou le parallèle, se développe au cœur de l'Etat : ce sera maintenant le sujet de cet article.

De fait, la société civile, et tous les groupes qui la composent, se sont depuis avril 1984 progressivement réorganisés autour du pillage de l'Etat et des entreprises publiques. Avant cette date, l'existence d'un pouvoir central fort, construit autour du dictateur et de son clan 11, entraînait une certaine régulation des trafics, dont les profits étaient soigneusement canalisés vers le « Parti-Etat » (c'est le terme officiel). Par une utilisation très habile de la violence politique ¹², ce dernier manipulait tous les réseaux sociaux de sorte à orienter chacun d'entre eux vers des spéculations profitables à son clan sans qu'aucun puisse jamais prétendre à l'hégémonie. La menace de la violence d'Etat et les habituels retournements de situation constituaient un gardefou, relatif mais indéniable : en matière de trafics, ne faisait pas alors n'importe quoi n'importe qui.

En 1985 au contraire, l'impression que garde l'observateur est qu'il n'y a plus aucune règle du jeu, que tous les coups sont permis et qu'il assiste à un déclenchement généralisé et incontrôlé des fièvres d'enrichissement les plus variées. L'évolution est alors rendue critique par quatre phénomènes dont les effets s'additionnent : 1°) La présence persistante, aux postes-clé de l'appareil d'Etat et du secteur public, d'un grand nombre de dignitaires du régime « défunt » (ainsi qu'un euphémisme le désigne), rompus aux trafics et aux influences. Les richesses considérables accumulées par eux au cours des années les plus sombres (1975-1976), notamment grâce au marché noir et lorsque Sekou Touré favorisa l'expansion d'une classe de diamantaires, ces richesses enfouies (que la nécessaire prudence face à la morale officielle de l'époque les empêchait de faire fructifier au grand jour) reviennent actuellement en masse sur le

^{9.} Cette tendance s'est accentuée, mais elle a commencé avant la mort de Sekou Touré, lorsque ce dernier dut, en août 1977, rétablir partiellement le commerce privé à la suite d'une révolte des ménagères de Conakry contre la pénurie qui régnait au marché et contre les exactions des agents du contrôle économique, dont la corruption le disputait en intensité à la sévérité formelle.

^{10.} On évalue généralement à 80 000 le nombre des emplois publics. Cette estimation ne tient compte ni des sinécures ni de l'occupation effective des locaux publics ou para-publics. A titre d'indication, on peut préciser que l'Etat envisage, d'ici à l'an prochain, de supprimer 50 000 postes. Auparavant, la Constitution garantissait l'emploi aux diplômés de fin d'études. Le baccalauréat, quant à lui, était accordé quasiment d'office. Cette automaticité a été rompue lors de la session de juin 1985, et ce fut probablement le premier des prodromes qui allaient annoncer peu à peu, dans les mois suivants, que la raison du FMI l'avait emporté.

^{11.} Les commentateurs, même avertis, disent souvent que le régime de Sekou Touré était celui des Malinké : c'est faire bon

marché du tribut que les membres de ce groupe ethnique ont eux aussi payé à la dictature, notamment dans l'est du pays. Sans entrer dans une critique des implications idéologiques d'une telle simplification, on doit faire remarquer qu'elle empêche d'analyser la nature typiquement mafiosa de l'Etat guinéen avant 1984 (voir à ce sujet les textes d'A. Cournanel, 1985a et F. Gaulme).

^{12.} Il s'agissait d'un verrouillage, qui a pris plusieurs formes : la répression de « complots », la barbarie des camps, les exécutions publiques, les massacres aux frontières des candidats à l'exil, mais aussi, plus quotidiennement, le charisme du chef et un encadrement raffiné de la population dans les organisations de masse, où le chantage au ravitaillement face à la pénurie chronique était une arme irremplaçable à l'usage du plus grand nombre. L'efficacité du modèle vient de cette combinaison, et pas seulement de ses éléments répressifs les plus spectaculaires (cf. l'ouvrage collectif édité par Jeune Afrique en 1985).

marché spéculatif. 2°) Les mouvements de retour des exilés 13. Ces voyages sont alors encore rarement définitifs : en attendant le rétablissement de la confiance monétaire et les simplifications des formalités administratives (ou, si l'on veut, une diminution de la corruption), nombreux sont ceux qui sont venus évaluer le climat et supputer leurs chances de monter des affaires privées (le bas niveau des salaires leur interdisant tout espoir raisonnable d'entrer dans la fonction publique). Leurs allersretours, en attendant, se sont traduits par une injection de biens manufacturés et de devises, et par une pression accrue sur le patrimoine foncier. 3°) Plus généralement, la revendication de tous les groupes, auparavant brimés, d'accéder au partage des richesses et des postes. Cette surenchère est potentiellement explosive, car elle entraîne l'aggravation des clivages entre fonctionnaires et privés, civils et militaires, habitants de la capitale et des régions, résidents et exilés, ainsi qu'entre les groupes ethniques 14. 40) Un attentisme gouvernemental, jugé sévèrement par une partie croissante de la population, devant les mesures de mise en ordre et les grandes réformes promises. Ces atermoiements s'expliquent notamment par le caractère très délicat des négociations engagées avec les bailleurs de fonds internationaux, dont les exigences en matière de prix, d'emploi et de bien-être sont impopulaires, lors même que le gouvernement a trouvé l'assentiment et le soutien actif de l'écrasante majorité du peuple guinéen sur le programme libéral qui est cher à ces bailleurs. Cette position inconfortable n'a pas peu contribué à augmenter tous les désordres évoqués plus haut, parmi lesquels un grignotement des positions importantes de l'économie étatique par les trafiquants.

Les diverses facettes du réveil de l'économie spéculative sont ainsi un résultat pervers de la politique décidée en 1984, mue par le triple désir de rétablir intégralement les libertés (y compris celle de circuler), de pratiquer la clémence à l'égard des personnalités compromises et de ne pas précipiter les deux grandes réformes (administrative et monétaire) attendues. Quant aux tensions consécutives, elles ne se développent pas seulement entre les groupes mais en leur sein. Elles apparaissent comme un ensemble de relations ambivalentes et dialectiques, où les forces sociales sont en permanence contraintes de se définir les unes par rapport aux autres, à la fois comme complices et comme adversaires. La participation aux trafics est, on va le voir, une nécessité vitale pour chacun, en même temps qu'elle déstabilise ces mêmes tissus sociaux qui la rendent possible. Je m'en tiendrai ici à l'examen d'une seule question, celle des sources parallèles de revenu des fonctionnaires 15.

Une paye dérisoire : comment trouver le complément vital?

En 1985, on admet généralement que le salaire n'assure que 10 % de la dépense d'un ménage de taille moyenne à Conakry, sans véhicule ni réfrigérateur et hormis tous frais accidentels : par exemple, d'après mes relevés, une maisonnée de six personnes vivant sur un salarié à 4 000 sylis ne saurait dépenser moins de 40 000 sylis 16. Cette dernière somme ne tient pas compte

^{13.} L'évaluation du nombre des « Guinéens de l'extérieur » est hasardeuse. On l'estime en général à un petit tiers de la nation (soit environ 2 millions pour une population totale de 6 à 7 millions), dont peut-être les deux tiers dans les grandes cités ouest-africaines, où ils se concentrent dans les professions commerciales et intellectuelles.

^{14.} En particulier (c'est un vieux démon inventé par Sekou Touré), les commerçants sont la cible préférée du quotidien Horoya, ce qui semble permettre de protéger à bon compte les intérêts privés des agents publics.

^{15.} Les termes « fonctionnaire » ou « agent de l'Etat » seront pris désormais dans leur sens le plus extensif, recouvrant non seulement les employés des administrations, mais aussi ceux des sociétés nationales ou para-publiques, du secteur bancaire, des entreprises minières (d'ailleurs légalement rattachés à la fonction publique), ainsi que les militaires et les pseudo-fonctionnaires occupant de facto des places non rémunérées dans les services publics. Dans la Guinée de 1985, le poids de l'héritage étatique fait que c'est la presque totalité des emplois qui peut être visée par l'épithète « public » utilisée ici.

^{16.} Les études de budget dont on dispose concordent assez bien, mais elles donnent des chistres plus bas : par exemple, un budget de 30 000 sylis pour 11 personnes. Je crois qu'elles sous-estiment les imprévus, certains postes principaux (ingrédients du

des immobilisations en capital ni des avances en stocks ou en cadeaux, souvent nécessaires à l'exercice des activités parallèles : les familles brassent plus de numéraire que le décompte de leur dépense ne le laisse voir. Le reste du revenu nécessaire est en effet acquis au parallèle (trafics liés à une position dans le secteur public) ou au complémentaire (ressources des autres membres du groupe), les deux se mêlant souvent étroitement. L'ensemble s'effectue dans le cadre d'une intense circulation monétaire, à cause de la dévaluation de l'argent, et aussi (cela est lié) parce que le secteur parallèle se développe surtout hors d'un secteur productif qui permettrait une création endogène de valeurs : il s'agit avant tout, si l'on regarde l'autre bout de la chaîne, d'un combat quotidien pour le partage de la rente minière et, plus accessoirement, du revenu paysan.

Présenté plus crûment, ce rapport de 1/10° signifie qu'un fonctionnaire peut, sur son seul traitement (et à supposer qu'il obtienne l'argent de sa paye), espérer faire vivre sa famille les trois premiers jours du mois. Ainsi, bien qu'il ruine l'Etat (c'est bien là la seule chose qui préoccupe le FMI), le salaire, vu du côté de son destinataire, est une fiction. Ce qui n'est pas fictif toutefois, c'est l'importance capitale qu'il y a, pour chaque famille. à posséder un ou plusieurs postes dans la fonction publique : c'est le premier moyen d'accéder à la circulation des biens et de l'argent 17. Ces positions ouvrent à leurs titulaires

la possibilité de rendre des services, de se créer un monde d'obligés et de recevoir d'autres services en retour : c'est tout un mécanisme de prestations réciproques que le secteur public met en branle.

Une telle organisation des choses est caractéristique des pays socialistes (je l'avais observée aussi en Angola); en outre, aucun pays africain non socialiste n'y échappe tout à fait, puisque le salaire minimum est partout calculé. au mieux, sur la base des besoins d'une famille restreinte, sans tenir compte des solidarités traditionnelles. L'originalité de certains cas, comme celui de la Guinée en 1985, réside dans la combinaison de deux phénomènes : tout d'abord, comme les surplus ainsi redistribués proviennent d'une capture de la rente minière, le système est en théorie aussi stable que cette manne 18, et peu nombreux sont les responsables (même, sinon surtout, aux rangs les plus élevés) qui ont intérêt à son démantèlement; d'autre part, la liberté du commerce étant venue se superposer, sans le supprimer, à un contrôle étatique des grands échanges, les transactions privées et les trafics parallèles des agents publics y connaissent d'emblée un fort degré de pénétration réciproque. Politiquement, cela veut dire que, durant toute cette phase historique de transition, l'Etat existe moins comme une abstraction qui disposerait de sa propre force de régulation, que comme une somme d'individus auxquels leur statut permet de concrétiser leurs divers pouvoirs économiques : même les fonctions les plus traditionnelles de l'Etat (police, armée, diplomatie) sont l'objet d'une privatisation constante.

bol, logement, transports et santé) et surtout, qu'elles négligent les effets quotidiens du double système des prix et de leurs mouvements d'accordéon. Mais, par-delà l'incertitude attachée aux grandeurs absolues, la proportion de 10 % apparaît assez constante, car la taille des « ménages » varie avec le revenu global, lui-même vraisemblablement corrélé avec les salaires nominaux dans la plupart des cas (quoique pas toujours. cf. cì-dessous, note 27)

^{17.} L'absentéisme trouve là son origine : quiconque n'userait pas de la majeure partie de son temps à acquérir des revenus parallèles s'exposerait avec son entourage à s'isoler de la ronde des trafics et à dépérir. La mise « au placard » d'un certain nombre de fonctionnaires compétents et portés à l'honnêteté montre ici son sens complet. Il faut préciser que l'absentéisme ne signifie pas toujours une désertion physique des lieux publics, puisqu'ils sont parfois un espace propice à l'exercice des activités parallèles c'est ainsi que les locaux de la société de distribution des dérivés

du pétrole (l'Onah) sont désignés par l'ironie populaire comme « le plus grand marché de Conakry » · la variété des transactions qui s'y font est en effet hallucinante.

^{18.} Et son alimentation s'est même trouvée intensifiée par la suppression des accords de troc (dits « de compensation ») avec l'URSS, qui évitaient à cette dernière d'avoir à injecter des dollars dans l'économie guinéenne à son propre détriment. En revanche, la baisse prévisible des cours de l'aluminium pourrait asphyxier l'économie détournée et accentuer les conflits entre les groupes prédateurs, à moins qu'elle ne soit compensée par d'autres transferts bancaires ou « caritatifs » en provenance du monde impérialiste

C'est un exercice difficile que celui de vouloir décomposer les modes d'acquisition des revenus parallèles, tant les stratégies mises en œuvre varient selon la place de chacun dans l'appareil d'Etat, tant surtout elles se combinent et se nourrissent mutuellement pour former un dispositif unique : les connexions en sont si complexes qu'il peut sembler arbitraire de démonter une telle horlogerie ¹⁹. Néanmoins, pour la commodité de l'exposé, j'ai cru bon de distinguer : 1. les bénéfices de la corruption et les faveurs ; 2. les vols de biens et les détournements d'équipements nationaux ; 3. les commerces (où seront évoquées principalement les transactions illicites). La mise en route de cette mécanique obéit à un ensemble de cohésions sociales historiquement enracinées, mais elle implique aussi l'apparition de stratifications dans et entre les groupes concernés · il ne s'agit pas d'un système paisible.

Corruption et faveurs « Au pays de la bureaucratie; le chemin de la légalité est rude ²⁰ »

A tout seigneur tout honneur: la corruption est le pivot du système. C'est à la fois la condition de possibilité des autres trafics, un mode de répartition des richesses, et enfin le procédé d'une redéfinition permanente des pouvoirs. Son extension est, sur ces trois niveaux, génératrice de logiques exponentielles — qui à elles seules suffiraient à expliquer l'inflation et la dépréciation de la monnaie. La Guinée d'après 1984 ayant vu s'effondrer les lois tacites qui réglaient auparavant les appétits prédateurs, la décomposition de la fonction publique a ouvert la voie, tout ensemble, à une intensification des échanges parallèles, à une multiplication des intermédiaires et à une relative décentralisation des profits. A travers les positions acquises, la corruption se double d'une constellation de privilèges et de

faveurs ²¹, dont elle garantit l'efficacité et vice versa. Son caractère quasi institutionnel est aussi un obstacle de taille au redémarrage des activités productives, une vérité dont les conseillers en austérité bien pensée ne manquent pas de faire des gorges chaudes, tant son aspect redistributif (ce n'est qu'un des deux aspects, l'autre étant l'édification de fortunes économicopolitiques) leur échappe. On peut distinguer plusieurs souscatégories.

- 1. Les droits parallèles de douane, en marchandises, en devises ou (plus rarement) en sylis. Le commerce des Régions est traditionnellement tourné vers l'extérieur bien plus que vers la capitale, et la politique de Sekou Touré en matière de prix agricoles n'a pas peu favorisé une telle débudgétisation des valeurs produites par la paysannerie au profit d'un fisc informel. Les flux d'entrée, principalement de biens manufacturés, sont également taxés au parallèle, en raison d'une demande très forte.
- 2. Les arrangements avec la police, permettant aux transporteurs d'assurer une plus grande fluidité du trafic. Le « Km 36 », à la sortie de Conakry, est un lieu important de transactions entre les deux parties. Il est à noter que, hormis la provenance éventuellement frauduleuse des marchandises qui circulent, une grande partie du parc automobile n'est pas en règle (véhicules anciens non révisés ou en surcharge, mais aussi véhicules récents non immatriculés). Le parc... de policiers et d'agents du contrôle économique étant lui-même en surnombre, ce milieu connaît bien certainement de grosses difficultés internes quant au contrôle des territoires d'intervention et à la répartition des tributs.
- 3. Les dîmes versées pour ne pas faire antichambre dans une administration, pour accomplir une formalité ou pour obtenir un papier, une autorisation. Les hommes d'affaires guinéens (et même étrangers) rencontrent là un obstacle constant, parfois rédhibitoire, pour ouvrir une boutique, un restaurant, une entreprise ou un chantier. De cette manière, les exilés (pour qui le prix de la corruption est en principe atténué par le fait qu'ils

^{19.} Je m'en tiendrai ici — certain de n'être pas exhaustif — aux informations de première main, dûment recoupées, et dont la vraisemblance a été attestée par plusieurs interlocuteurs autres que ceux qui les ont fournies.

^{20.} Horoya (quotidien national), 5 février 1985.

^{21.} J'emprunte ce mot à mon camarade Gilberto Mathias, dont les travaux sur la « logique de la faveur » au Brésil ont été interrompus par sa disparition tragique à l'automne 1986

possèdent des devises), contribuent volens nolens à renforcer un système dont ils s'accordent à dire qu'il leur fait du tort, puisqu'il freine leurs investissements : les fonctionnaires de l'intérieur ont vite su reconnaître là le jeu de l'offre et de la demande et utiliser leurs espoirs de réinstallation pour leur faire payer un surcoût. Dans ce cas, la dialectique d'opposition/connivence de la corruption est patente. Mais, plus quotidiennement, pour la population, le problème est de verser partout, chaque fois qu'elle lui sera demandée, cette sorte de capitation instantanée qui lui permettra, soit de concrétiser, sans devoir attendre, le plus élémentaire de ses droits (circuler, se marier, obtenir quelque pièce administrative), soit d'accomplir ses activités vitales, légales ou non ²³.

4. Les ristournes versées aux cadres et employés de banque. On a là toute une palette, qui va de l'enrichissement à la simple survie. Il peut s'agir d'acquérir des billets étrangers au taux officiel, d'obtenir une priorité pour le règlement en devises d'une commande, d'avoir un prêt sur jeu d'écritures, ou seulement de disposer de son salaire en liquide. Ce dernier cas, très courant dans les Régions, est éclairant : le banquier manque (du moins le dit-il) de monnaie en papier. Détenteur d'un chèque, le client a deux solutions : ou bien il accepte un prélèvement du banquier, autrement dit il renonce à une partie de son salaire; ou bien il va trouver un commerçant-usurier, luimême titulaire d'un compte, qui éventuellement partagera le bénéfice avec le banquier 23. A l'autre extrémité de la chaîne,

c'est le même mécanisme : les responsables du saupoudrage des devises n'ont qu'à s'accorder avec les commerçants parallèles, pour qu'une rareté artificielle permette d'augmenter les prix ¹⁴. La corruption apparaît ici à la fois comme un système de péréquations entre fonctionnaires et informels, et comme un mode d'apparition du marché noir.

5. Les cadeaux ou pourcentages aux employés des administrations et des sociétés nationales de production ou de commerce, afin d'obtenir des affectations prometteuses, des faveurs, des autorisations de voyage à l'étranger ou des « bons d'achat », ou encore, plus communément, pour pouvoir sortir des marchandises détournées. Je reviendrai sur les bons d'achat à la rubrique des commerces, soulignant dès à présent que l'accès aux marchandises à des prix officiels ne peut résulter que d'une situation privilégiée dans la fonction publique ou d'une corruption des agents chargés de la distribution, à moins qu'il ne s'agisse de services mutuellement rendus.

Le cas des billets d'avion suffira à illustrer les pratiques de privilèges, dont l'objectif varie peu : il s'agit toujours d'obtenir au meilleur prix des devises où des marchandises étrangères. Comme tout pays socialiste, la Guinée d'avant 1984 a mis en place le système miraculeux de la « régulation aérienne » : pour les candidats élus au voyage (du ministre à l'étudiant), le billet d'avion se paie en sylis sur la base du taux de change officiel. Le particulier ne verse donc (si son administration ne le fait pas pour lui) que 1/10° de la valeur du billet ²⁵. A ces « mission-

^{22.} Le couple légal/illégal est d'ailleurs ici fort peu opératoire sur un plan théorique. En Guinée — comme dans d'autres pays —, il y a presque toujours des textes de loi, mais ce qu'on voit concrètement, c'est une jurisprudence fluctuante, à la façon d'un pied à coulisse où la partie dormante figurerait les comportements économiques des sujets et où le vernier symboliserait les évaluations glissantes des exécutants de la loi.

^{23.} Comme on m'a dit, « il y a les clients de la banque et il y a les clients des travailleurs de la banque ». Ce raccourci résume bien l'ambivalence propre à tout organisme officiel, qu'on doit tour à tour envisager comme une institution abstraite plus ou moins légitime, et comme la somme prosaïque des intérêts individuels qui le composent.

^{24.} Ainsi, en juin 1985, la production de l'usine Seguilub (lubrifiants) était arrêtée : un des trois composants entrant dans la fabrication était bloqué au large du port, où le cargo attendait pour livrer que le règlement en devises soit effectué (la Banque centrale avait d'autres priorités). Pendant ce temps, en l'espace d'une semaine, le prix de l'huile au marché noir avait presque triplé (de 125 à 350 sylis la bouteille).

^{25.} En juin 1985, il est impossible de vérisier si la régulation aérienne a été supprimée : officiellement elle est réputée abolie, mais certains affirment qu'elle fonctionne toujours (ce qui est le plus plausible). Cette incertitude est en tout cas symptomatique du désordre réglementaire inhérent à tout dédoublement du cours le l'argent.

naires » s'ajoutent, chaque année, les attributaires de voyages à La Mecque. L'ensemble de ces faveurs se ramène à une subvention à partir des recettes du Trésor public (ou de la Banque centrale : la distinction n'est pas aisée). Comme ces voyages répondent, outre leur but déclaré, à un objectif commercial, l'institution d'un tarif préférentiel augmente la demande en devises ²⁶ et la consommation de produits étrangers. De plus, la chaîne corrompue peut s'autorenouveler, puisqu'il suffit au « missionnaire » de faire des achats destinés à celui qui lui a procuré le billet d'avion, pour que ce dernier soit tenté de lui en délivrer d'autres : cette dimension exponentielle de la corruption me semble fondamentale.

6. Sans doute considérable, enfin, est la distribution de pots-de-vin par les hommes d'affaires étrangers en vue d'obtenir des commandes ou des contrats. On a dit souvent que la Guinée était devenue, pour ceux-ci, un véritable Eldorado après 1984. La signification économique est différente, puisqu'il s'agit ici d'un apport de devises et non d'une simple répartition intérieure, mais les effets inflationnistes sont semblables. Les flottements qui ont suivi l'écroulement de l'ancien régime ont ainsi permis quelques gros « coups », dont les plus spectaculaires furent une commande malheureuse d'Airbus et une pseudo-opération immobilière dans le quartier du port, qui s'est limitée à la destruction d'un ensemble d'habitations populaires. Quant aux petits et moyens « coups », on ne saurait les évoquer puisqu'ils ne sont pas passés à la postérité.

Les incidences sociales de la corruption sont difficiles à démêler. Si, de l'avis unanime, elle apparaît généralisée dans la Guinée de 1985, on doit éviter d'en donner une interprétation unilatérale. Tout d'abord, elle consacre une fusion croissante entre les administrations et le commerce, mais les surenchères qu'elle entraîne sont, à terme, porteuses de conflits entre ces deux secteurs. D'autre part, il convient de distinguer entre les bénéfices occasionnels de la corruption et ses profits structu-

rels : les fonctionnaires subalternes n'ont bien souvent que des opportunités au jour le jour, qui leur apportent un complément de salaire aléatoire, tandis que la création de filières complexes conduit vraisemblablement à l'augmentation des écarts de fortune et à la centralisation des profits vers le sommet de la chaîne corrompue 27. Certaines carrières de la fonction publique en restent largement à l'écart : c'est le cas par exemple de l'enseignement, où les occasions sont rares et que, pour cela, les jeunes diplômés cherchent à fuir 28. D'autres au contraire. notamment dans le secteur bancaire, sont immédiatement et totalement immergées dans la corruption, et c'est ainsi tout un système de pouvoir qui se définit à partir de quelques positionsclé : il en va de même pour les postes de directeur commercial des sociétés de distribution, comme on le verra aux rubriques suivantes. A la fois moyen de répartition et moyen d'enrichissement, la corruption est donc à envisager sous deux aspects contradictoires : elle est d'un côté socialement déstructurante (à cause de la surenchère et des comportements spéculatifs des agents), et de l'autre côté, elle accroît la cohésion des groupes de dépendants. C'est pourquoi son développement démesuré a un caractère explosif, en raison du décalage croissant entre les surplus à distribuer et les prétentions des réseaux à se les approprier.

Détournements de biens et d'équipements : « Le mécanisme de la soustraction ¹⁹. »

La privatisation des équipements nationaux a été accentuée par la transition, qui a vu un accroissement considérable du

^{26.} On observe ainsi toujours une hausse du cours du dollar au parallèle au moment du pèlerinage. Il ne faudrait pas croire cependant que tous les achats à l'étranger sont versés sur le marché : les cadeaux à l'entourage y jouent aussi un rôle, ne fût-ce que dans la reproduction du système.

^{27.} Mais ce n'est pas automatique : rien n'empêche en théorie (et j'ai rencontré de tels cas) qu'une secrétaire, un chauffeur ou un employé de banque contrôlent plus de bénéfices que leurs supérieurs directs, pourvu que leur position dans l'accès aux richesses soit plus avantageuse.

^{28.} La profession d'enseignant est socialement très dévalorisée, notamment sur le marché matrimonial : pour se marier, un professeur fait bien de se lancer dans le commerce.

^{29.} Horoya, 2 février 1985.

parc automobile public en milieu urbain 30. Les véhicules de service des ministères sont notoirement — et sans trop se cacher — utilisés comme taxis. Il n'est pas rare qu'un haut fonctionnaire soit, ainsi, à la tête d'une mini « compagnie » de plusieurs véhicules. L'intensité des rotations (et donc l'usure rapide du matériel) accroît la part des devises consacrées à ce poste par le budget de l'Etat. L'absence de transports collectifs sufficant à faire face à la croissance de Conakry est un facteur aggravant : il n'y a que très peu d'autobus et les candidats à la profession de taxi déclaré sont, pour le moment, dissuadés par la corruption et par la méthode officielle de tarification à bas prix qui les attendent. Les véhicules publics jouent également un rôle important dans le transport interrégional de marchandises ou de voyageurs : tous frais de corruption payés, cet usage du parc public est une activité particulièrement lucrative 31, qui crée une nébuleuse d'obligations entre les « propriétaires » des véhicules et leurs « employés », en même temps qu'une intensification des échanges commerciaux entre la capitale et les villes de l'intérieur.

A côté de ce fait majeur, il existe toute une variété de détournements des équipements : la sous-location de logements nationaux par l'intermédiaire de prête-noms, l'utilisation de lieux publics à des fins commerciales (certains locaux sont de véritables marchés, sans patente ni droit de place), les branchements clandestins sur les différents réseaux (électricité, téléphone, etc.), l'usage de faux uniformes en sont quelques exemples. La relative déroute du système répressif, lui-même impliqué dans de tels trafics, laisse se développer ce phénomène de démantèlement multidirectionnel du domaine public.

Quant au vol de marchandises dans les entreprises, les sociétés de distribution et les lieux de stockage, c'est devenu aussi une véritable institution. La destination des biens détournés peut être la consommation des ménages ou l'échange (par troc ou au marché). Si l'on suit les différentes étapes de la production (ou de l'importation) et de la commercialisation, on peut distinguer les sous-catégories suivantes :

1. Les coulages au port. Après 1984, le port de Conakry a été mis sous le contrôle des militaires, mais ces derniers ont vite appris à tirer parti à leur tour de cette situation providentielle, de connivence avec les autorités portuaires et les commercants de la place. Cet endroit stratégique a eu alors la particularité d'être en même temps le lieu de multiples petites rapines individuelles et de vols sur une grande échelle. Mais en juin 1985, on a placé au port de jeunes étudiants-soldats (les « culottes courtes »), peu perméables à la corruption et organisés en rotations pour éviter tout nouvel abcès de fixation. Apparemment sans discrimination, ce contingent a procédé à de nombreuses interpellations et bastonnades. Mais il est probable que cette vigilance nouvelle a surtout gêné les petits voleurs et les militaires, et beaucoup plus secondairement les gros commercants, qui ont vite trouvé des solutions de rechange en accord avec les autorités portuaires : c'est ainsi qu'une semaine après la fermeture du port, s'était déjà mis en place un trafic de fausses cartes d'accès et de bons de sortie portant les deux signatures nécessaires. Cette faculté d'adaptation est typique du secteur parallèle. Le ralentissement ainsi occasionné a eu également pour effet d'augmenter les prix de certaines denrées (et leurs écarts quotidiens) sur le marché et, selon toute vraisemblance, le pourcentage global de la corruption dans les prix d'achat.

2. Les sorties illicites des usines, des dépôts et des magasins d'Etat. Par un enchaînement dû au jeu des compensations mutuelles (inhérent à tout système de distribution occulte), les sociétés nationales de commerce sont les lieux où se traitent des affaires dont la diversité et l'envergure dépassent de loin les seuls produits concernés par leurs activités. La pénurie chronique en moyens de paiement internationaux et la faible couverture alimentaire de la capitale contribuent, en rendant précieux les biens de première nécessité, à inciter l'ensemble du person-

^{30.} En milieu rural également, le démantèlement des fermes collectives (les FAPA, « fermes agro-pastorales d'arrondissement », créées en 1979) a permis aux anciens coopérateurs de s'approprier le grand nombre de tracteurs soviétiques qui leur avaient été livrés.

^{31.} J'avais calculé que, mensuellement, une camionnette bâchée (dont l'entretien revient aux garages de l'Etat) ainsi privatisée pouvait rapporter — en profit brut — environ 50 salaires moyens. De même, un voyage officiel de trois jours en Haute-Guinée peut, bien préparé, rapporter au chauffeur au moins dix fois son salaire mensuel.

nel de ces sociétés à pratiquer les vols. Il en va de même dans les usines (lorsqu'elles fonctionnent), particulièrement dans la cimenterie, à partir de laquelle s'est organisé un florissant marché noir. Le cas de l'usine de cigarettes est plus cocasse : depuis l'interdiction faite aux voitures de pénétrer dans l'entreprise, les ouvriers sortent les ingrédients (rouleaux, papiers, cartons, colle) et l'usine s'est reconstituée juste dehors! Quant au magasin Socomer ³², son existence même serait une énigme s'il ne possédait pas une porte de derrière particulièrement active : ses rayonnages proposent en effet généralement, payables en dollars, des marchandises à des prix... plus coûteux qu'au marché. Les magasins hors-douane du secteur minier connaissent aussi le coulage.

3. Les chapardages dans les lieux publics. Si, dans les ministères et les écoles, il n'y a plus grand-chose à dérober, deux secteurs offrent un patrimoine et des ressources alimentaires dont une partie se retrouve sur les marchés : l'hôtellerie et les villas de l'OUA ³³.

La pratique des détournements est en général développée dans les pays qui combinent des salaires inférieurs au minimum vital avec un modèle rigide de distribution officielle porteur de pénuries. Dans la plupart des pays socialistes (et, dans une moindre mesure, ailleurs), les autorités préfèrent anticiper sur ces pertes en accordant à leur personnel des avantages en nature. Mais, volées ou obtenues légalement, les marchandises

en question, quand elles ne sont pas consommées ou troquées, sont écoulées au marché. Le produit de ces valeurs d'échange fait l'objet d'une répartition sociale entre cadres, travailleurs, intermédiaires et détaillants. Ce mécanisme est complexe : d'un côté, il met en mouvement des chaînes de solidarité, où les biens volés entrent dans la composition du salaire indirect; d'un autre côté, les prix des biens négociés se détachent de leur valeur pour se fixer en raison de leur rareté : toute une classe d'affairistes se consolide et s'étend ainsi au sein même de la fonction publique. Les relations sociales se façonnent donc à partir d'une organisation où les agents de l'Etat acquièrent un rôle déterminant dans le contrôle de la circulation.

Commerces: « Un ballet indescriptible 34. »

Les activités commerciales proprement dites s'exercent à partir des détournements, mais elles ne s'y limitent pas. J'ai choisi de n'évoquer ici que les trafics illicites des agents publics, quoiqu'aucun critère rigoureux ne permette, dans la Guinée de 1985, de déterminer le caractère de légalité d'un ensemble de pratiques. On doit à cet égard mettre en corrélation le volume élevé des transactions parallèles avec la faiblesse de la réglementation commerciale, soit que celle-ci n'existe pas, soit qu'elle soit inappliquée ou caduque, soit encore qu'elle ne soit pas unifiée sur tout le territoire ou pour toutes les catégories sociales. Selon la nature et la provenance des marchandises, on peut distinguer plusieurs sous-catégories de trafics, étant précisé que ces derniers peuvent (et souvent doivent) mobiliser des commerçants non fonctionnaires ayant des relations dans l'Etat.

1. Les importations non contrôlées. On se souviendra que la Guinée d'après Sekou Touré, connaissant un climat de spéculation, une monnaie dépréciée et une production intérieure faible, surconsomme les produits étrangers, de luxe et de première nécessité. Les importations enregistrées sont sans doute surévaluées dans les comptes, pour cause de trafics de devises et de fraudes sur les quantités livrées. A l'opposé, la contrebande, mal chiffrée, a pris une place primordiale dans le dispo-

^{32.} Le magasin Socomer a été créé, à une époque de pénurie, pour permettre aux étrangers (diplomates, etc.) de faire leurs achats en devises : c'est un peu l'équivalent de la beriojka soviétique.

^{33.} Cinquante villas de luxe, toutes semblables, avaient été construites et meublées pour héberger les congressistes de l'Organisation de l'Unité africaine en 1984 (la réunion fut annulée après la mort de Sekou Touré). Elles sont aujourd'hui gérées par une société d'Etat, qui les loue pour partie à des étrangers et pour partie à de hauts fonctionnaires. Elles disposent d'un personnel considérable de gardiens, domestiques, jardiniers et ouvriers, mal payés et rompus à l'art de faire danser l'anse du panier. C'est ainsi toute une population qui vit indirectement de la « Cité des Nations », et c'est sans doute pourquoi la provocation que représente cette fastueuse enclave est bien admise par les habitants de la capitale.

^{34.} Horoya, 28 mars 1985.

sitif mercantile. Les moyens mis en œuvre sont variés et, somme toute, classiques : regroupements de commercants autour d'une licence d'importation unique (les règlements se font à l'extérieur), enlèvements sous palan (le contenu des chargements échappe au contrôle), achats à l'occasion des voyages ou missions (notamment d'automobiles, qu'il y a mille moyens de régulariser), contrebande aux frontières 35. Sur les marchés de la capitale, on ne manque pas d'être surpris par la diversité des provenances (ce qui dénonce l'existence de plusieurs filières) et par la variété des produits importés 36. L'ensemble de ces flux maintient l'attraction des devises étrangères à un haut niveau et donc, à la fois, le décalage entre les cours parallèle et officiel et le poids des exportations clandestines. Comme du reste pour les sous-catégories suivantes, les bénéfices doivent, en 1985, dans l'expectative d'une dévaluation, être remis au plus vite sur le marché (et donc alimenter la spirale inflationniste), trouver refuge dans des valeurs sûres comme l'immobilier et l'or 37, ou encore être convertis en devises. Mais le commerce appelle le commerce et une monnaie sans valeur a vocation à circuler de plus en plus vite. La classe liée aux importations clandestines, dépourvue de tout projet qui la conduirait à admettre un taux « raisonnable » de profit, pratique l'échange pour l'échange, et elle est en proie à des tendances centrifuges accélérées, qui l'amènent, comme on dit, à brûler la chandelle par les deux bouts.

2. Ces flux plus ou moins occultes et privés se combinent avec le déversement sur le marché parallèle des biens importés par la voie officielle. On a déjà parlé des vols, mais la ponction s'effectue également d'une manière plus courante et quasi légale, par le truchement des bons d'achat. Avant d'en examiner la mécanique, on doit aussi mentionner dans cette rubrique l'écoulement des produits détaxés, légalement achetés par les person-

nels des ambassades et les travailleurs du secteur minier dans leurs magasins spéciaux. Ce circuit est en lui-même un élément de constitution d'un secteur parallèle, puisqu'il légitime l'existence d'un double marché et d'un double mode de fixation des prix.

Mais le dédoublement du marché est surtout le produit du système du « ravitaillement » et des « bons d'achat » (aussi appelés « factures ») qui a été mis en place avec les sociétés nationales de commerce. Ce phénomène se résume simplement : normalement destiné à approvisionner ceux qui n'ont pas accès au marché parallèle, le marché officiel alimente en fait ce dernier. Plus même, il lui fournit à la fois le beurre et l'argent du beurre 38. L'intention initiale — outre les aspects de domination politique déjà évoqués (cf. note 12 ci-dessus) - était d'assurer à la population la disposition des denrées de base tout en évitant un dérapage des prix. Pour les principaux produits de première nécessité (riz, sucre, farine, huile, etc.), l'économie était ainsi subventionnée par le ravitaillement qui - détail important ne s'appliquait qu'à la population recensée de la capitale. On avait là un germe permanent de marché noir, étant donné la faiblesse des quantités allouées par tête, et parce qu'une partie du ravitaillement se revendait ou était volée à la source 39. En 1985, le système ne concerne plus guère que le riz, dont le prix officiel est en moyenne trois à cinq fois plus bas qu'au marché.

Cependant, les principales sociétés nationales de distribution ⁴⁰, achetant aux importateurs ou aux entreprises nationales,

^{35.} Certains produits venant du Sénégal, de la Gambie ou du Mali (comme les cigarettes et les tissus) sont moins chers dans le Fouta frontalier qu'à Conakry.

^{36.} En juin 1985, on trouve au marché un lot de saxophones de fabrication asiatique.

^{37.} Le prix du métal précieux au parallèle aurait été multiplié par huit durant les cinq dernières années.

^{38.} Il y a là un des paradoxes les plus extraordinaires de la gestion socialiste de la distribution. Pour de plus amples essais d'interprétation, voir la deuxième partie de l'ouvrage collectif mentionné ci-dessus (note 1).

^{39.} On évalue en 1985 à respectivement 20 % et 35 % la part respective des ménages non ravitaillés et sous-ravitaillés à Conakry. Soit par nécessité, soit par intention lucrative, la pratique du « gonflement » des cartes est répandue. Il arrive aussi bien sûr qu'ayant besoin d'argent, un individu vende son ravitaillement pour devoir après l'acheter au prix fort au marché, au moment de la soudure.

⁴⁰ Citons les principales : Onha (hydrocarbures), Alimag et Allidi (denrées alimentaires), Sonatex (textiles), Obétail (viandes et poissons), Pharmaguinée (produits pharmaceutiques), Batiport

sont toujours là en 1985, et leurs prix sont réglementés, c'està-dire subventionnés. Elles sont (sauf, officiellement du moins, pour l'essence et la pharmacie) en concurrence avec les commercants privés, pour qui elles sont évidemment une source d'approvisionnement convoitée. Prenons quelques exemples. A l'approche de la fin du Ramadan, la demande de viande se fait pressante. Celle-ci est vendue 125 sylis le kilo à la sortie du frigo d'Obétail, 300 sylis dans la cour et 500 sylis de l'autre côté de la rue. Les pharmacies (monopoles d'Etat) sont vides, les ordonnances sont exécutées (en connivence avec les tenanciers desdites officines) par les personnels des hôpitaux et les commerçants des marchés pour environ dix fois le prix officiel. La pièce de tissu « bazin » passe, de même, de 5 000 sylis à la Sonatex à 30, voire 40 000 sylis au marché. Le cas du ciment illustre un mécanisme d'ensemble où tous les éléments de l'économie concourent à ce phénomène. A l'usine Soprociment, la production connaît (du moins le dit-on) trois problèmes majeurs : les achats, toujours subordonnés à la possibilité de convertir en devises les ressources en sylis de l'entreprise; les broyeurs, souvent en panne faute de bons moyens de maintenance; l'écoulement, rendu difficile par la faiblesse du parc de camions. Cependant, pour des causes qui ont été énoncées plus haut, la construction est extrêmement active à Conakry, et la demande de ciment est très soutenue. Ainsi, une part considérable de la production sort clandestinement de l'usine, et son prix au marché s'aligne sur celui des importateurs privés (environ 28 000 sylis la tonne, contre 6 500, prix officiel à Batiport).

Pour cette raison les « bons d'achat » qui donnent accès aux prix administrés tendent à fonctionner comme moyens d'échange et à renforcer la corruption. Les fonctionnaires pratiquent la course à ces « factures » : pour se les procurer, il leur faut d'une part obtenir les bonnes grâces de l'autorité compétente, et d'autre part solliciter une avance en argent à un commerçant, auquel ils revendront le produit ou le « bon » lui-même,

une fois celui-ci acquis. C'est de cette façon toute une monnaie non fiduciaire qui agit sur le marché, à côté de la monnaiepapier. Tel est, à grands traits, le mécanisme par lequel le marché officiel s'imbrique avec le marché parallèle, et donc par lequel les fonctionnaires s'articulent avec les commerçants.

3. Une troisième activité commerciale est le jeu sur les différences de prix entre Conakry et les villes de l'intérieur, qui se traduit par l'impressionnante (et de plus en plus dangereuse) circulation de véhicules en surcharge de voyageurs et de marchandises. Dans un sens, la revente des denrées alimentaires (fruits et viande) et de certaines spécialités régionales (les pagnes du Fouta par exemple) assure d'importants profits dans la capitale. Dans l'autre sens, l'écoulement de produits obtenus à des prix administrés, face à la pénurie des régions, est également source de bénéfices importants. Le cas de l'essence est intéressant. La capitale, seule, bénéficie de prix subventionnés à la pompe, dérisoires par rapport aux prix dans les pays voisins. Les villes de l'intérieur se voient attribuer des contingents, gérés par les présets mais, quoique ces dotations soient suffisantes en théorie, il est rare d'y trouver de l'essence à la pompe. Ainsi, l'abondance dans la capitale, combinée au marché noir dans les régions, aboutit à une noria de fûts vers ces dernières, tandis que les stations de Conakry vivent sous la pression d'interminables files d'attente, comme si la capitale connaissait la pénurie. Acheté 30 sylis (soit 10 centimes de dollar), le carburant se vend 100 sylis à Labé, point de départ pour un trafic avec le Sénégal où l'essence est dix fois plus chère (cette proportion est la même que celle des cours officiel et parallèle des devises). Il n'est pas difficile d'imaginer la quantité de ressources de l'Etat qui sont ainsi mobilisées pour subventionner le secteur parallèle, et quel argument idéologique cela peut fournir à la doctrine de « vérité des prix » du FMI, lequel feint d'oublier qu'avant de constituer accessoirement des opérations répréhensibles, tout cela est principalement affaire de survie pour le peuple guinéen, qui trouve dans ces transactions - aux effets certes autodestructeurs - actuellement le seul moven d'accéder au minimum vital par le jeu de péréquations généralisées entre les groupes livrés à telle ou telle spéculation particulière.

4. Enfin, il faut classer ici les commerces monétaires, qui ont déjà été largement évoqués, notamment à propos des bons

⁽matériaux de construction), Socobois (bois et dérivés). Un certain nombre de ces magasins d'Etat ont été fermés en 1986, pour le plus grand profit ultérieur de la Société guinéenne de commerce (SGC), dont, comme son nom ne l'indique pas, deux sociétés françaises détiennent ensemble 60 % du capital.

d'achat, véritables équivalents en valeurs étrangères. L'attente d'une réforme monétaire a accentué la différence entre le cours officiel, artificiellement maintenu à un taux très bas, et les cours de la Bourse parallèle de Conakry 41 : l'accroissement considérable de la masse monétaire (rendu nécessaire par le volume des crédits de la Banque centrale à l'Etat), le risque d'une fermeture des frontières au moment de la dévaluation attendue (afin d'éviter le rapatriement de monnaie thésaurisée), le danger d'une limitation par individu des opérations de changement de la monnaie, tout cela y a contribué. Mais ces raisons se ramènent à une seule : la faiblesse de la production intérieure, comparée à l'importance des moyens de paiement. La forte demande de devises, liée à l'acquisition de produits étrangers, a donc permis que s'installe à Conakry un marché des changes particulièrement bien organisé, avec un cours quotidien et un partage amiable des secteurs d'intervention. Il s'agit bien d'une véritable Bourse, car les courtiers pratiquent aussi, le cas échéant, la vente de devises pour leur clientèle. Les bénéfices centralisés sont pour partie investis dans le commerce et pour partie dans l'immobilier, et contribuent donc à accentuer les éléments spéculatifs et inflationnistes de l'économie. Bien qu'ils n'en soient pas les maîtres, les cadres du secteur bancaire alignent leurs opérations frauduleuses d'écriture (destinées à procurer des devises aux particuliers au taux officiel) sur les cours du marché parallèle.

Du socialisme au FMI: une nouvelle mise à sac.

Ce tour d'horizon, qui n'est pas complet ⁴², m'amène à proposer de réfléchir, en conclusion, sur les implications sociales de l'imbrication entre l'Etat et le prétendu « secteur » parallèle.

Il est d'usage d'opposer les deux : j'ai voulu au contraire montrer certains aspects de leur collusion. Par ailleurs, lorsqu'on évoque les activités informelles, on les envisage souvent comme un phénomène de subsistance d'une population globalement pauvre : j'ai voulu au contraire insister sur la quantité de valeurs qui y circulent ⁴³. Je n'ignore pas que, isolées d'un raisonnement plus général, de telles considérations sont politiquement scabreuses, puisqu'elles semblent aller à la rencontre d'un courant de pensée dont l'actuel regain est source possible de grands périls, et dont la subtile conclusion peut se résumer ainsi : « Si le secteur informel a de l'argent, il faut donc le taxer. » Cela permettra peut-être, ajoutent certains, d'offrir de meilleures conditions aux agriculteurs, pressurés par la ville.

Depuis le début de 1986, après la dévaluation et l'établissement d'une « vérité des prix », des informations concordantes soulignent que la vie quotidienne est redevenue beaucoup plus difficile à Conakry, comme si les solutions dites « libérales » imposées par le FMI rejoignaient dans leurs effets la politique ultra-socialiste de Sekou Touré d'avant 1977. Qu'en est-il pour le peuple?

Dans une économie distordue comme celle de la Guinée de 1985, on ne peut de bonne foi pas dissocier les logiques de simple survie (qui concernent l'immense majorité de la population) des stratégies d'enrichissement d'une minorité : en croyant pouvoir, grâce au jeu d'une simple morphologie statistique, conclure à la prédominance des unes ou des autres, certains « experts » en viennent à ne pas savoir que la société forme un tout. C'est par exemple là la force du marché noir ou du système des faveurs, que de présenter — parce que dans l'instant cela a toutes les apparences de la vérité — le spéculateur ou le fonctionnaire marron comme de généreux prestataires de services, palliant au mieux les vicissitudes de la pénurie. On doit donc prêter attention au sens de cette phrase, souvent entendue à Conakry, et qui ne sera pas un sophisme tant que

^{41.} La proportion est passée de 5 pour 1 avant la mort de Sekou Touré à plus de 10 pour 1 en 1985.

^{42.} J'ai renoncé, faute d'espace, à parler d'une autre catégorie de ressources : les placements immobiliers et les mises en fermage diverses. Mais elles n'ont rien de spécifique aux agents publics et constituent un système plus banal.

^{43.} Pour quelques propositions théoriques complémentaires sur la nécessaire et contradictoire imbrication de l'Etat et des intérêts privés de ses agents, voir l'article où je propose une comparaison entre les cas angolais et guinéen (1986).

d'autres organisations de la société, aussi complexes, ne seront pas en place : « Si vous retirez un emploi de fonctionnaire, c'est dix personnes que vous privez de nourriture. »

Le couple survie/enrichissement, typique de toutes les économies parallèles à vocation commerciale et redistributive. se forme à partir d'un mouvement contradictoire de la circulation et de la concentration des richesses. Dans l'ensemble, la population pauvre n'est pas impliquée directement dans cette concentration, car elle est avant tout occupée à multiplier les petites opportunités dont la somme, seule, lui permettra de s'approcher du seuil de subsistance. Si elle intensifie ses trafics, c'est qu'un imprévu (de santé par exemple) l'y conduit. Son insertion aux activités parallèles la met en position d'obligation et de dépendance vis-à-vis des détenteurs de la richesse, c'est-à-dire en fait du pouvoir (d'acquérir et de donner). En même temps, nombre de pratiques, telles qu'elles ont été décrites ci-dessus, signifient que d'une part leur exercice nécessite l'existence préalable d'une avance (pour frais de corruption, d'achat ou de transport par exemple), et que d'autre part des super-profits inattendus peuvent surgir à tout moment. Dès lors que les bénéfices parviennent à se convertir en fonds de roulement, il existe alors des paliers qui permettent, si on les franchit, de basculer de la logique de survie à la stratégie d'enrichissement. Les économies parallèles sont par essence porteuses d'une instabilité des fortunes, tant en argent qu'en pouvoir.

Par ailleurs, quand le système veut que le commerce prime la production et quand, de ce fait, la masse monétaire est abondante et de peu de valeur, la réinjection rapide des bénéfices parallèles devient nécessité vitale ⁴⁴. C'est pourquoi la concentration des surplus entraîne leur redistribution, l'émergence de solidarités et la constitution de galaxies autour des maîtres du trafic; en même temps, la neutralisation de la fraction épargnée leur permet, par des achats ou des placements somptuaires, de désigner richesse et pouvoir aux yeux des groupes alnsi formés. Nous sommes donc face à un phénomène cumulatif, mals très

aléatoire, puisqu'à tout moment la loi (ou plutôt un groupe concurrent) peut défaire les patrimoines 45. Lorsque l'élément régulateur venu d'en haut — comme à l'époque de Sekou Touré — ne joue plus le rôle de maintenir le monopole du contrôle entre les mains d'un seul groupe malthusien, on va rapidement à l'affrontement puisque les courbes (plate) du revenu national et (exponentielle) des sommes nécessaires à la reproduction socio-politique du système s'écartent, en raison même des inégalités croissantes que ce dernier engendre.

Il n'est donc pas contradictoire (du moins pas plus que les faits eux-mêmes), de voir la population se livrer à de multiples petites spéculations pour s'assurer le minimum et, de temps à autre, un fonctionnaire « décoller » et, à partir des bénéfices d'un voyage à l'étranger ou d'une prébende quelconque, passer de l'autre côté et se trouver, un an après, en possession de trois villas, d'un parc de camions, d'un compte en devises et d'un nombre confortable de dépendants : l'un ne va pas sans l'autre. Les solutions proposées par le FMI (dont le diagnostic économique n'est pas faux, c'est là sa force) ignorent totalement la structuration en groupes de la cité africaine, et sont également dépourvues de solutions sociales de rechange. Il est à craindre qu'à terme, elles aggravent de telles stratifications (dont je n'ai nullement cherché à faire l'éloge, me contentant de dire qu'on doit compter avec elles) et, surtout, qu'elles les fassent exploser en les déstabilisant davantage. Mais là n'est peut-être pas le premier souci du FMI puisque, depuis peu, s'appuyant (sinon qu'il a activement contribué à les rendre insolubles) sur les difficultés prévisibles d'une réforme commerciale pourtant prometteuse 65, on a permis (entre autres) la réimplantation des deux anciennes compagnies coloniales (la CFAO et la SCOA)

^{14.} Cu phénomène pat masqué, unla pua invalatant, dans d'autres pays rattachés à une zone monétaire et obéissant à des lois de transfert à partir de leurs anciennes métropoles coloniales ou de leurs nouveaux parrains.

^{45.} On l'a bien vu lors du saccage des biens d'anciens dignitaires ou de commerçants malinké à Conskry après le putselt manqué de jullet 1985. Dans le même registre, il n'est pas absurde de supposer que les procès en cours contre certains notables de la Maffia palermitaine sont associés (même saus s'y téchnic) à des téchnillimages de fortunes entre les différentes chefferles stelliennes.

^{46.} Sur la déroute organisée du « Plan Libre Commerce » et les conflits qui l'ont accompagnée, on se référera à l'article d'A.O. Bah (1986), ainsi qu'à ceux d'A.O. Diallo et L. Zecchini.

que c'était la gloire du peuple guinéen d'avoir évincées en 1958 47.

Alain Morice

BIBLIOGRAPHIE RECENTE SUR LA GUINÉE

- Bah A.O. (1985): « Convalescence agitée en Guinée. A la recherche des moyens de redressement », Le Monde diplomatique, août.
- Bah A.O. (1986) : « Alors que la France accroît sa présence, le consensus national s'effrite en Guinée », Le Monde diplomatique, juillet.

Collectif (1985): Sekou Touré. Ce qu'il fut. Ce qu'il a fait. Ce qu'il faut défaire, Paris, Editions Jeune Afrique, 215 p.

- Cournanel A. (1985a): « Economie politique de la Guinée (1958-1981) », in Bernstein H., Campbell B. (eds): Contradictions of Accumulation in Africa, Beverly Hills, Sage, pp. 207-247.
- COURNANEL A. (1985b): «F.M.I. en Guinée: un programme très contestable », Le Mois en Afrique, juillet, pp. 69-76.
- DIALLO A.O. (1986): « Guinée. Comment les Français ont effectué leur grand retour », Jeune Afrique Economie, nouvelle série, n° 1, pp. 34-35.
- GAULME F. (1985): « La Guinée de la Deuxième République », Etudes, nº 363 (1-2), juillet-août, pp. 5-14.
- MND (Mouvement National Démocratique), s.d. (début 1985?) : « Propositions pour la Guinée », s. loc., 55 p.
- MORICE A. (1986): « Les fonctionnaires et l'économie parallèle : propositions pour un modèle à partir de deux exemples africains, l'Angola et la Guinée », Carnets des Ateliers de Recherche (Amiens), nº 7, mars, pp. 31-42.
- ZECCHINI L. (1986): « Le chaos en héritage »; « Les "vautours" de Conakry », Le Monde, 1^{et} novembre, pp. 9-11.

^{47.} Le retour massif, entêté, multidirectionnel des intérêts commerciaux et bancaires de la France, notamment grâce à l'action de missions de la Banque mondiale et de la Caisse centrale de coopération économique, s'est dans un premier temps effectué à couvert du FMI: cette réalité historique est à elle seule plus significative qu'une réfutation formelle des objectifs que cet organisme prétend promouvoir.

L'AMÉRIQUE NORE

un dossier des

TEMPS
MODERNES

256 pages

60 F.

ESTREMANICATION OF THE PROPERTY OF THE PROPERT

Les Temps IVodernes

FONDATEURS

Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir

42° ANNEE FEVRIER 1987 Nº 4

RAPPORT DU MAITRE-FORESTIER MAY JERZY FICOWSKI Un amour coupable

JEAN BENOIT Les chemins de la drogue SALVATORE PALIDDA Le phénomène mafioso

COLETTE CAPITAN L'abolition de « l'Ancien Régime » : question d'histoire ou d'actualité ?

SYLVIE CHAPERON Femme : objet non-identifié MICHELE RIOT-SARCEY Différence et exclusion ou l'histoire impossible de l'égalité

ALAIN MORICE Guinée 1985 : Etat. corruption et trafics

CHRONIQUES

JEANNE FAVRET-SAADA L'Arraisonnement des femmes SAMI NAIR Juan Goytisolo, cet Arabe de Paris PIERRE VANDREPOTE La désécriture Michaux MICHELINE SERVIN Au commencement était le Père

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 2 fo 72 ex 1



6123